

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 07/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **BIONORROIS**

Rue Albert Perne  
76740 FONTAINE LE DUN

Références : UDRD.2022.10.CD.08.SB.Brj

Code AIOT : 0100000853

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2022 dans l'établissement BIONORROIS implanté Rue Albert Perne – 76740 Fontaine-le-Dun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a réalisé une visite du futur site BioNorrois dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation d'une installation de méthanisation sur le terrirotire de la commune de Fontaine-le-Dun et de son plan d'épandage associé s'étendant sur 229 communes de la Seine-Maritime.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIONORROIS
- Rue Albert Perne – 76740 Fontaine-le-Dun
- Code AIOT : 0100000853
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale d'exploiter une installation de méthanisation pour une capacité journalière de traitement en moyenne annuelle de 384 tonnes (soit 140 000 tonnes par an) sur la commune de Fontaine-le-Dun, l'inspection s'est rendue sur le site le 1<sup>er</sup> septembre 2022 afin de prendre connaissance de la future implantation du site et de passer en revue quelques dispositions prévues par le pétitionnaire pour justifier du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 applicables aux installations de méthanisation soumises à autorisation, en termes d'implantation du site dans son environnement et notamment des distances avec les habitations, de dispositif de rétention et de gestions des eaux pluviales.

L'inspection s'est également rendue à Etoutteville, afin de visualiser un point de stockage déporté

déjà existant et qui accueillera une partie des digestat bruts en provenance de l'unité de méthanisation pendant les périodes d'épandage interdites.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification par sondage des prescriptions générales annexées à l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 susvisé

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Implantation.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3	/	Sans objet
2	Distances d'implantation.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4	/	Sans objet
3	Contrôle de l'accès à l'installation.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5	/	Sans objet
4	Dispositifs de rétention.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > I.	/	Sans objet
5	bis - Gestion des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Concernant l'instruction du dossier de demande d'exploiter une installation de méthanisation sur la commune de Fontaine-le-Dun, l'inspection note que les modalités d'exploitation envisagées répondent quasiment en tout point aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement. Les quelques écarts relevés ont été pris en compte par le futur exploitant.

Par contre, le point de stockage déporté ne respecte pas à ce stade les prescriptions de stockage du digestat de l'arrêté susvisé. Le pétitionnaire s'engage à réhabiliter les points de stockage de digestat afin que les ouvrages soient tous conçus et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel avec une capacité suffisante pour permettre le stockage de digestats pendant la période où son épandage est interdit. Les stockages devront être couverts et associés à une capacité de rétention ou tout autre dispositif conforme aux prescriptions de l'article 42 de l'arrêté du 10 novembre 2009 susvisé.

Concernant l'éventuelle mise en place d'une voie dédiée pour la circulation des véhicules transportant les pulpes de betteraves de la sucrerie voisine pendant la campagne de betteraves (de septembre à janvier), l'exploitant précise dans son courriel du 14 septembre 2022 que cette modification entraînerait une mise à jour de l'étude de danger et induirait des modifications au poste d'injection du biogaz géré par le concessionnaire GRT gaz. Aussi, l'aménagement de cette voie, qui aurait permis de délester la RD 70 présente des contraintes fortes de mise en oeuvre.

Concernant la gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement, l'exploitant devra s'assurer que les eaux sont bien toutes traitées par un dispositif approprié au type de pollution à traiter avant rejet dans le bassin non étanche de régulation puis dans le milieu naturel via le fossé des "Marettes". De plus, l'exploitant devra s'assurer de la compatibilité du rejet avec les objectifs de qualités et de quantité du cours d'eau le DUN.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Implantation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intégration paysagère
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Le plan détaillé précisant les emplacements des différents équipements et les dispositifs associés ainsi que les adaptations réalisées est mis à jour chaque fois que nécessaire. Le choix du site d'implantation est fait de telle manière qu'il ne porte pas atteinte à l'environnement, au paysage ou à la santé, notamment en ce qui concerne la proximité d'habitations ou de zones fréquentées par des tiers.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que le futur site s'implantera dans un milieu agricole à proximité directe de la sucrerie, qui alimentera le méthaniseur avec près de 60 % de pulpe de betteraves. Le pétitionnaire précise que les campagnes de betteraves se déroulent principalement de septembre à janvier.  Les paysages rencontrés sont principalement des paysages agricoles composés d'espaces ouverts et en limite de rares clos-masures typique du pays de Caux. Le projet s'inscrit en bordure d'une zone affectée aux activités économiques peu denses, avec des habitations éparses. En limite Nord et Ouest, le site est bordé par des surfaces agricoles. En limite Sud, le site est bordé par la route départementale D70 (rue Albert Perne), puis par des parcelles agricoles. En limite Est, le paysage est marqué par la présence des installations industrielles de la sucrerie, puis par les habitations situées en limite du bourg de la commune de Fontaine-le-Dun, à environ 1 km. Ces habitations n'auront pas de vision directe sur le site du fait de la présence de la sucrerie. Les bâtiments du site s'intégreront donc dans un paysage déjà marqué par la présence de bâtiment industriels (Sucrerie) dissimulant notamment les futures cuves aériennes des digesteurs et post digesteurs. Le site restera néanmoins visible depuis les champs agricoles alentours. L'inspection constate également la présence de clôtures arborées de 2 m le long de la sucrerie qui seront prolongées sur la totalité du futur site. Une seule entrée dans le site s'effectuera par la route départementale D70.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Distances d'implantation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance avec les habitations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation n'est pas située dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine. Elle est distante d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; la distance minimale aux rivages et berges des cours d'eau, égale à 35 mètres dans le cas général, peut toutefois être réduite en cas de transport par voie d'eau. La distance entre l'installation (à l'exception des équipements ou des zones destinées exclusivement au stockage de matière végétale brute) et les habitations occupées par des tiers, y compris les lieux d'accueil visés au II de l'article 1 <sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, ne peut pas être inférieure à 200 mètres, à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite a la jouissance. Sans préjudice des dispositions de l'article 52-2, l'arrêté préfectoral mentionne la distance minimale d'implantation de l'installation ou de ses différents composants par rapport aux habitations occupées par des tiers, y compris les lieux d'accueil visés au II de l'article 1 <sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets ou des eaux usées. La détermination de ces distances s'appuie notamment sur l'étude de dangers et l'étude d'impact. La distance entre les installations de combustion ou un local abritant ces équipements (unités de cogénération, chaudières) et installations d'épuration de biogaz ou un local abritant ces équipements ne peut être inférieure à 10 mètres.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que la première habitation (personnel de la sucrerie donc non considéré comme des tiers) se situe sur l'autre versant à au moins 140 m de la limite Est du site. Quant au bourg de Fontaine le Dun, les premières habitations se situent à plus de 600 m en limite Est du site. Ces dernières n'auront d'ailleurs pas de vision directe sur les installations de méthanisation (notamment les digesteurs, post-digesteur) dissimulées par les installations existantes de la sucrerie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Contrôle de l'accès à l'installation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès à l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutefois, pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, l'exploitant peut justifier dans l'étude d'impact qu'une simple signalétique peut être suffisante. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence d'une clôture arborée le long de la sucrerie qui sera installée sur la totalité du site. L'inspection constate la présence d'une porte d'accès directe à la sucrerie, conservée selon les dires du pétitionnaire. Cette porte était fermée à clé le jour de l'inspection. Une seule entrée donnant sur la route départementale D70 permettra l'accès au site. L'inspection demande au pétitionnaire d'étudier la possibilité de prolonger la voie utilisée par la sucrerie afin de créer une voie dédiée hors Route Départementale 70 permettant l'acheminement direct par camions, des pulpes de betteraves produites pendant la campagne de betteraves.  Après la visite, le pétitionnaire a précisé dans son courriel du 14/09/22 qu'il n'était pas possible d'aménager une voie dédiée pour les raisons suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la zone est utilisée par la sucrerie pour améliorer la sécurité de la sortie et/ou l'entrée des camions sur leur site ;</li><li>• la réalisation du prolongement de la voie demanderait des modifications des ouvrages en limite du site et notamment le déplacement des bureaux, du poste d'injection et des canalisations de biométhane pour tenir compte du rayon de courbure minimum de 30 m pour les camions;</li><li>• la réduction de l'emprise du site ne permettrait probablement pas d'implanter les bureaux hors des zones de dangers de l'épurateur par exemple, ce qui n'est pas envisageable en termes de sécurité.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Dispositifs de rétention.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de matières entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10 <sup>-7</sup> mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu. Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.
<b>Constats :</b> L'inspection s'est rendue sur un point de stockage existant destiné à accueillir le futur digestat de l'unité de méthanisation avant épandage. Ce stockage constitué d'une cuve semi-enterrée d'un volume de 1 300 m <sup>3</sup> se situe dans une exploitation agricole de la commune d'Etoutteville. L'inspection n'a pas constaté la présence d'habitation à moins de 200 mètres du site, mis à part l'habitation de l'exploitant. La cuve était pratiquement vide le jour de la visite. L'exploitant précise y réceptionner à ce jour le lisier issu son activité agricole de bovins avant de l'épandre. Cette activité de stockage est connexe aux installations de méthanisation de BioNorrois et sera mise en conformité pour répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009. La cuve sera notamment couverte et étanche. Le pétitionnaire précise que l'épandage sera réalisé par une entreprise de travaux agricoles (ETA) mandaté par la tri-partite (BioNorrois, Cristal Union et NATUP coopérative) et non par les agriculteurs eux-mêmes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : bis - Gestion des eaux pluviales.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales sont collectées et gérées conformément aux dispositions du 1° et 2° de l'article 43 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Notamment, le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux pluviales susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/ déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable. Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejet prévues à l'article 44. Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence d'un cours d'eau, le Fossé des Marettes, non navigable et d'une longueur de 2,02 km, qui passe à environ 50 m à l'Est du site et qui prend sa source dans la commune de Fontaine-le-Dun puis se jette dans le Dun qui passe à environ 800 m à l'Est du site.  Les eaux traitées du site, principalement constituées d'eaux pluviales, seront rejetées dans le fossé des Marettes. Le pétitionnaire devra s'assurer de la compatibilité de son rejet avec la masse d'eau. Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation imposera donc des valeurs limites de rejet de manière à ne pas déclasser la qualité du cours d'eau aval (le Dun).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet